

## HAVAS PARIS POUR LA FHF

Point de situation du 26 mai 2020

# INFORMATION CORONAVIRUS

## POINT DE SITUATION

### EN FRANCE

- 28 432 décès (18 112 à l'hôpital et 10 345 en EHPAD)
- 1 609 cas en réanimation
- 65 199 cas guéris

### DANS LE MONDE

- + de 345 000 morts
- + de 5 400 000 cas

L'épidémie accentue ses ravages en Amérique latine qui fait état de plus de 40 000 victimes, son "nouvel épicode" selon l'Organisation mondiale de la santé (OMS). Particulièrement frappé, le Brésil est le pays le plus endeuillé du continent, avec 23 522 morts et 376 669 cas. Le bilan est de 99 805 décès aux États-Unis pour 1 706 226 cas. En Europe, l'Espagne dénombre 26 837 décès, le Royaume-Uni 36 914, et l'Italie 32 877.

## LES TEMPS FORTS

### Lundi 25 mai

- Après quinze jours de déconfinement, l'épidémie de coronavirus semble refluer et le gouvernement a lancé lundi le "Ségur de la Santé", vaste concertation destinée à améliorer "dans les tout prochains mois" les conditions de travail et la rémunération des soignants.

### Mardi 26 mai

- Attac, Greenpeace, la CGT et une vingtaine d'organisations signent un plan de sortie de crise ; une vingtaine de syndicats et d'associations ont publié un document détaillé de 24 pages avec 34 propositions pour répondre aux enjeux sanitaires, sociaux, économiques et écologiques.
- La Cnil a annoncé mardi avoir donné son feu vert à la mise en place de StopCovid, l'application de traçage de contacts pour smartphones voulue par le gouvernement pour lutter contre l'épidémie du coronavirus.
- L'OMS a suspendu « temporairement » tous ses essais avec l'hydroxychloroquine, le temps que « les données soient examinées ».

## LES PRINCIPAUX SUJETS DE DISCUSSION

Que retenir de l'actualité ce matin ?

- Fort intérêt médiatique pour le **plan de soutien au secteur automobile** attendu aujourd'hui. La presse revient sur les conséquences économiques importantes de la crise sur la filière et prévoit des annonces concernant : la souveraineté industrielle, la transition vers les véhicules propres et la préservation de la compétitivité du secteur. Par ailleurs, les attentes grandissent quant au plan qui doit être annoncé vendredi par le groupe Renault et tout particulièrement le sujet du maintien du site de Maubeuge.
- Les déclarations de la Banque de France indiquant que **le PIB devrait perdre 3 points cette année**, alors que le confinement l'avait déjà impacté de 6 points, font craindre aux médias une vague de licenciements et de faillites sans précédent. Les conséquences économiques sont abordées de manière anxiogène tandis qu'ils s'inquiètent des annonces de la veille liées au chômage partiel pour les entreprises.
- Sous réserve de vote à l'Assemblée nationale et au Sénat cette semaine, les médias relaient la **mise à disposition dès ce week-end de l'application StopCovid**. Ils reviennent rapidement sur les tensions liées à l'application, tout en rappelant les discours rassurants du Gouvernement. Sur les réseaux sociaux, les inquiétudes liées à la protection des données personnelles continuent d'être au centre des conversations
- Les médias se penchent sur la **décision de justice suspendant l'arrêté rendant l'obligation du port du masque dans le centre-ville de Strasbourg**. Ils n'évoquent pas d'autres situations qui pourraient être similaires dans d'autres villes de France.
- Des articles s'inquiètent d'un **accroissement des pollutions dues à l'usage grandissant du plastique nécessité par l'épidémie**. La production de masques jetables, de visières, de vitres en plexiglas, etc, aurait conduit à l'augmentation des déchets plastiques, en particulier des masques, qui mettraient plusieurs centaines d'années avant de se décomposer. Signalant que le ministère de l'Écologie s'apprête à lancer une campagne de sensibilisation pour éviter que les masques ne soient jetés sur la voie publique, les médias en ligne relaient également la proposition d'un député suggérant une amende de 300 euros pour pénaliser ce geste.
- Ailleurs dans le monde :
  - A la suite des résultats de l'étude mettant en doute l'efficacité de **l'hydroxychloroquine**, la presse relaie largement la **décision de l'OMS de suspendre les essais cliniques en lien avec le médicament** par mesure de précaution. Elle précise que ces essais pourraient recommencer si les données recueillies par une étude menée par l'OMS venaient à contredire ces premiers résultats.
  - Après le Brésil, les journalistes relèvent que **le Chili est à présent violemment touché par le coronavirus**, confirmant l'expansion du virus en Amérique du Sud. Le pays de 18 millions d'habitants compte près de 5 000 nouveaux cas en 24h dont des ministres expliquent-ils. Les publications précisent également que la capitale, foyer épidémique le plus actif du pays, en confinement partiel depuis 10 jours vient de confirmer un confinement obligatoire pour tous les habitants.

## LES DERNIÈRES PRISES DE PAROLE

### Lancement du Ségur de la Santé – Discours d'Édouard Philippe – 26.05

- *"Nous lançons aujourd'hui le Ségur de la santé avec 2 convictions simples. D'abord, nous vivons des temps exceptionnels et ensuite, on ne répondra pas à la crise que nous connaissons, à son ampleur par des demi-mesures mais par des choix forts, rapides et assumés."*
- *« La concertation qui commencera aujourd'hui doit déboucher sur des décisions en juillet. Vu l'ampleur des défis, le calendrier est serré mais la demande des personnels soignants exige que nous allions vite. »*
- *« D'une certaine façon, une nation, ça n'est pas seulement des héros individuels. Notre pays qu'on aime souvent à décrire comme pétri d'esprit de système, notre pays, en vérité, aime les individus, mais n'aime pas les systèmes. Eh bien moi, je suis Premier ministre et je le dis devant vous avec force : le système de santé français a été remarquable. Il a tenu du directeur d'hôpital à l'aide-soignant, du médecin à l'administratif, du public au privé, de l'hôpital à l'Ehpad. »*
- Ce qui se traduira par une "revalorisation significative" des rémunérations et du budget de l'Assurance maladie "dans les années à venir", ainsi que par "un vaste plan d'aide à l'investissement", en plus d'une "reprise massive de dette" déjà annoncée en novembre.
- Pour faire "bouger les lignes" et "lever les contraintes de toute nature", le chef du gouvernement a prévenu que "la question du temps de travail n'est pas un tabou".

### Jean-Yves Le Drian – France Inter – 26.05

Jean-Yves Le Drian, ministre de l'Europe et des Affaires étrangères, était l'invité du grand entretien de Nicolas Demorand et Léa Salamé ce mardi matin.

- Le ministre rappelle tout d'abord son inquiétude que "le monde d'après ne devienne pire que le monde d'avant". *"Dans le monde d'avant, on avait vu une amplification des fractures, une aggravation des tensions de la vie internationale, une compétition majeure entre puissances, et il n'y avait pas de raison particulière pour que cela s'arrête. Avec les tensions actuelles entre la Chine et les États-Unis, la lutte entre les puissances se poursuit, s'est même aggravée. Dans ce cadre-là, il y a une nécessité pour l'Europe d'assumer sa souveraineté."*

### **"L'initiative franco-allemande a été un événement"**

- *"Je souhaite que le monde d'après soit le grand retour de l'Europe", explique Jean-Yves Le Drian. "Parce que dans la confrontation dont nous parlons [entre Chine et États-Unis, NDLR], la place de l'Europe doit s'affirmer, pour éviter d'être simplement un témoin et de sortir de l'Histoire. Il faut qu'elle retrouve son autonomie, à la fois stratégique et industrielle, en particulier dans le domaine de la santé ou le domaine alimentaire. Je trouve que finalement, après des débuts un peu compliqués de la présence européenne dans la crise, les grands enjeux sont maintenant bien identifiés, et il y a des affirmations répétées*

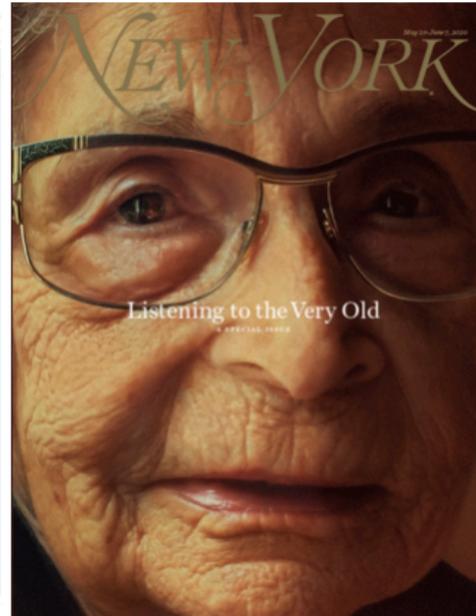
*au cours des derniers jours, en particulier l'initiative franco-allemande qui a été un événement."*

- *Que penser des pays qui refusent cette initiative ? "D'abord il est important qu'il y ait un accord franco-allemand pour déterminer les conditions de la relance. Il faut qu'elle soit au rendez-vous, et elle doit passer d'abord par des initiatives européennes. S'il n'y avait pas la volonté commune franco-allemande pour être au cœur de cette nouvelle donne, rien ne se passerait. Il se trouve qu'il y a des réserves de la part de quelques États, mais aussi beaucoup de soutien. Je suis convaincu que la force du message apporté par cette initiative franco-allemande sera de nature à renverser la table. Je suis optimiste parce que c'est l'intérêt de tout le monde ! Y compris des pays dits "frugaux", parce que l'essentiel de leurs marchés est à l'intérieur de l'Europe."*

### **"Très pragmatique" sur les réouvertures de frontières**

- *Qu'en est-il des frontières à l'intérieur de l'Europe ? Quand est-ce que la Royaume-Uni va rouvrir les siennes ? « Il faut à cet égard être à la fois dans l'ouverture progressive et nécessaire, et dans la prudence », tempère le ministre des Affaires étrangères. « Il y a pour la Royaume-Uni, comme pour les pays voisins, deux phases dans le déconfinement : nous sommes dans la première, qui suppose des mesures progressives et un bilan, qui sera fait en fin de semaine, pour aborder la deuxième phase qui commencera le 2 juin. Dans cette première phase, les frontières extérieures de l'espace européen sont fermées jusqu'au 15 juin. Un ressortissant européen peut revenir, mais il doit assumer une quatorzaine de protection à l'égard des siens et de son environnement. À l'intérieur de l'Europe, aujourd'hui, il y a des contrôles, des restrictions de circulation, qui s'assouplissent progressivement. Ces limites sont en train de disparaître mais il va falloir appréhender la situation à la fin de la semaine pour voir si on peut aller au-delà de ces ouvertures, et surtout le faire après le 2 juin. »*
- *« Je suis très pragmatique, et on voit bien depuis le début de cette crise qu'il faut l'être, parce que toute déclaration ferme risque le lendemain d'être remise en cause », rappelle Jean-Yves Le Drian. « Aujourd'hui, dans la phase de déconfinement dans laquelle nous sommes, [partir en vacances à l'étranger] n'est pas recommandé. Demain, si les informations sur la pandémie s'avèrent toujours positives, et que les pays européens progressivement ouvrent leurs frontières, alors il n'y a pas de raison. C'est ce que je souhaite, en tout cas on fera tout pour que ce soit possible. »*
- *Pour lui, il est logique que le déconfinement se fasse à un rythme variable selon les pays. « La pandémie a atteint les différents pays européens de manière totalement différente, à un rythme totalement différent, de manière plus ou moins violente : certains pays ont été très touchés, comme le nôtre, l'Royaume-Uni, l'Royaume-Uni ; d'autres beaucoup moins, comme le Royaume-Uni, les Pays baltes, etc. Il est logique que les pays aient pris des mesures séparées en fonction de l'agenda de la pandémie, et de la gravité. Mais progressivement, avec une bonne coordination européenne que nous souhaitons, on va pouvoir faire en sorte que l'espace intérieur se rouvre. Pour les frontières extérieures, il est vraisemblable qu'elles seront toujours fermées après le 15 juin, parce que la pandémie se répand dans d'autres pays de manière extrêmement significative. »*
- *En ce qui concerne la fermeture des frontières aux ressortissants d'autres pays européens, « nous prenons des mesures de réciprocité : nous l'avons fait pour l'Royaume-Uni quand elle a décidé de fermer de manière plus stricte ses frontières, nous faisons la même chose à l'égard du Royaume-Uni ».*

LES UNES DU JOUR



LES TWEETS À NE PAS MANQUER

-  **Le Parisien**  @le\_Parisien · 1h ∨

Un **masque** jeté sur la voie publique met 300 à 400 ans à se décomposer dans la nature. Un député propose une amende de 300 euros pour ceux qui le jettent dans la rue [#Coronavirus](#) > [leparisien.fr/societe/300-eu...](https://leparisien.fr/societe/300-eu...)
-  **France Inter**  @franceinter · 3h ∨

.@JuliadeFunes, philosophe: "Quand on a entendu Édouard **Philippe** dire qu'on pourrait partir en vacances en juillet, on avait presque envie de lui dire merci. D'un coup la [#liberté](#) s'apparente à une faveur gouvernementale alors que c'est un droit fondamental" [#le79Inter](#)
-  **Raphaëlle Bacqué**  @RaphaëlleBacque · 3h ∨

« Tout le travail que j'ai fait, c'est l'Etat qui l'a payé! » Plus de 8 millions de salariés ont été placés en chômage partiel en avril, mais beaucoup affirment avoir tout de même travaillé, leur entreprise profitant en toute illégalité de l'aubaine
-  **Perrine Tarneau** @Perrine\_tarneau · 3h ∨

Fraudes au chômage partiel: « 24 % des employés en chômage partiel total auraient été amenés à poursuivre leur activité à la demande de l'employeur ». Et + de 50 % des interrogés considèrent que « des demandes d'activité interdites ont eu lieu »
-  **Mediapart**  @Mediapart · 13h ∨

Moins de la moitié des 700 000 [#tests](#) promis par le **gouvernement** pour le **déconfinement** sont effectués chaque semaine. Les autorités changent – encore – de stratégie.



**David Perrotin** ✓ @davidperrotin · 13h

23 mai: **Philippe** Douste Blazy conteste l'étude sur la chloroquine «pour une seule raison», car 20% des gens sous hydroxychloroquine ont besoin d'oxygène contre 7% ds le groupe contrôle  
24 mai: il reconnaît dire n'importe quoi

25 mai: son tweet est toujours là retweeté 2000 fois



**Rémi Godeau** ✓ @remigodeau · 15h

«**Ségu**r de la santé»: en France, 34% des effectifs hospitaliers sont constitués des agents administratifs, techniques ou de service. Du personnel non-soignant, donc. Ce ratio ne dépasse pas 24% en Espagne, 25% en Allemagne et 26% en Italie – par @LEGENRA



**Le Monde** ✓ @lemondefr · 18h

ÉDITO. | A l'**h**ôpital public, une infirmière gagne 2 305 € net mensuels et une aide-soignante, 1 781 € net mensuels. Dans le classement de l'OCDE, la France se classe parmi les pays qui les rémunèrent le plus mal. C'est inacceptable.



≡ **Arnaud Montebourg** ✓ @montebourg · 19h

Chers tous, on voit le **G**ouvernement proposer des plans de relance Made in France en tous genres. Voici le dossier complet des 34 plans industriels lancés à Bercy en 2014, malheureusement abandonnés par mon illustre successeur. A télécharger librement ici.  
[montebourg.net](http://montebourg.net)



**Pierre Januel** ✓ @PJanuel · 22h

Le groupe LREM veut profiter de la crise #**COVID19** pour imposer un nouveau relèvement du seuil de dispense de publicité et de mise en concurrence pour les marchés publics (à 100 000 €).  
Il vient déjà d'être relevé à 40 000 € en décembre  
[senat.fr/amendements/20...](http://senat.fr/amendements/20...) #PJLGloubiboulga



**Le Point** ✓ @LePoint · 25 mai

« Quand je suis parti, il y avait 743 millions de **masques**. Quand la crise a commencé, il n'y en avait plus que 140 ou 150 millions. »  
L'ancien président de la République constate que les stocks de **masques** ont fondu depuis la fin de son mandat.